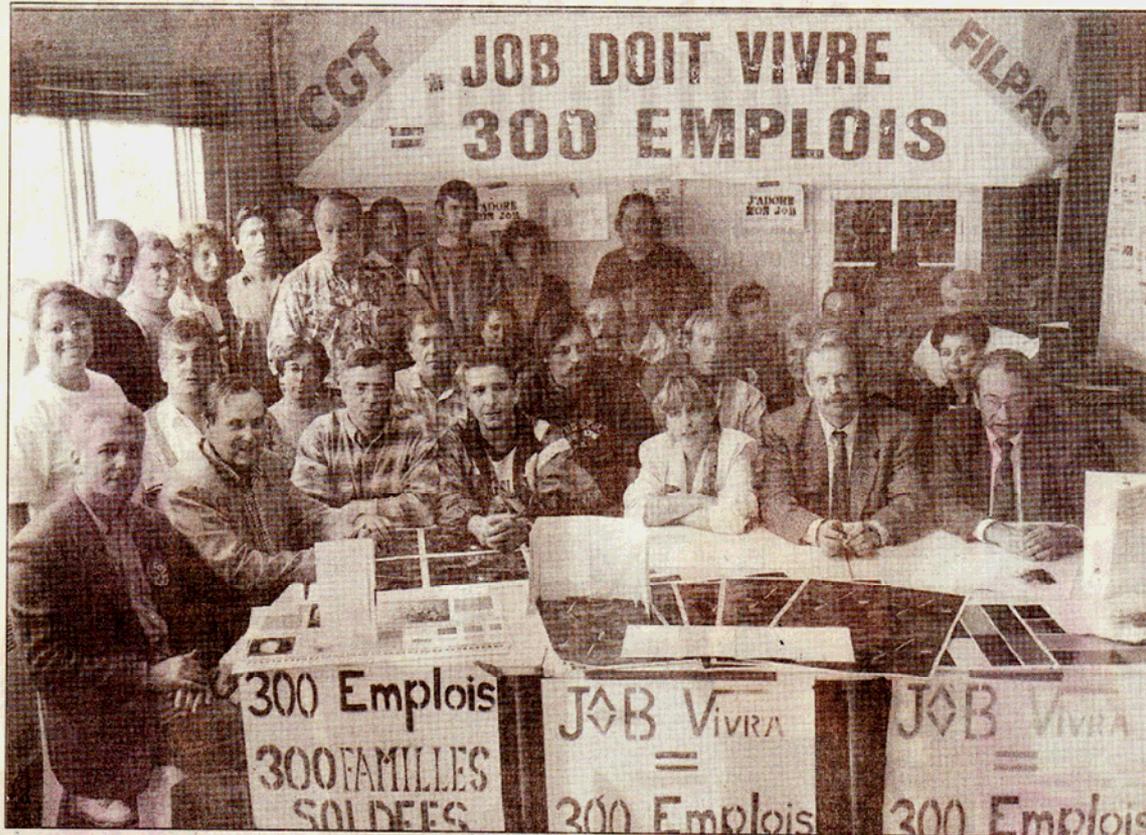


Job-Parilux

## Les salariés ont enfin obtenu une « ouverture »



Les syndicats ont annoncé leur intention de « maintenir la pression » malgré tout (Photo « La Dépêche », Dominique Laffont)

La situation a sensiblement évolué, hier. Le papetier allemand candidat à la reprise de l'usine toulousaine a accepté d'étudier le projet industriel soumis par les salariés.

Après l'échec de la table ronde de la veille au conseil régional, la réunion de la dernière chance a marqué l'amorce d'une négociation entre les salariés et Scheuffelen, l'unique candidat à la reprise de l'usine des Sept-Deniers.

« Pour nous, c'est une bouffée d'oxygène », soupirait Yves Gallardo, le secrétaire du comité d'entreprise après les discussions de la matinée dans une salle de l'aéroport de Blagnac.

Le papetier allemand a enfin accepté d'étudier le projet industriel soumis par la Filpac-CGT avec le soutien de l'Ugict (1).

« Malgré le blocage de la veille, nous avons continué à être propositionnels. Nous avons affiné encore plus nos arguments », raconte Mai-Thé Marin

de l'Ugict. « Nous avons insisté sur la qualité de notre produit. Nous avons expliqué qu'entre le transfert des rouleaux de papier fabriqués à Toulouse et leur découpe en Allemagne, le délai pouvait être préjudiciable à cette qualité ».

Les Job ont-ils semé un doute dans les esprits allemands ? Toujours est-il qu'à l'issue d'une suspension de séance, la direction de Scheuffelen a modifié sa position.

### Sursis pour le façonnage

« Il n'est plus question de suppression immédiate du façonnage », raconte Mai-Thé Marin et Bernard Margras, délégué du personnel (Filpac-CGT). Le transfert du façonnage dans la

banlieue de Stuttgart menaçait 150 des 300 emplois de Job-Parilux.

Michel Muller, le secrétaire général national de la Filpac-CGT, souligne pour sa part : « La volonté de Scheuffelen de reprendre l'entreprise, s'affirme de façon plus concrète. Hier, il ne voulait que ce qui l'intéressait (la production de papier en rouleaux et le commercial-NDLR), aujourd'hui, il montre qu'il a compris que la cohérence industrielle de Toulouse nécessite de faire autre chose de Job-Parilux qu'une simple succursale d'un groupe allemand ».

L'administrateur judiciaire semble avoir pris bonne note de l'infléchissement allemand. Il devrait en tenir compte dans le rapport sur l'avenir de l'entreprise qu'il doit achever dans les jours qui viennent. Une période d'observation pourrait s'ouvrir durant laquelle l'administration judiciaire se poursuivrait tout en permettant à Scheuffelen d'étu-

dier la viabilité de Job-Parilux.

### « Rien n'est gagné »

Pour les syndicats, c'est une incontestable « ouverture ». Mais il se garde de tout triomphalisme : « Rien n'est gagné. Tout est à négocier. Il faut convaincre Scheuffelen que notre projet est rentable ».

Après 48 heures d'arrêt de travail (un jour de grève, un autre férié), le travail devait reprendre ce matin à 4 heures. « Nous devons montrer plus que jamais que nous sommes capables de maintenir la qualité de notre production et de livrer nos clients », commentait Yves Gallardo. Mais les syndicats entendent aussi « maintenir la pression ». D'autres actions, spectaculaires et pacifiques, devraient être menées dans les prochains jours.

Philippe BERNARD

(1) En signant une pétition à l'initiative de l'Ugict, une quarantaine d'agents de maîtrise et 4 cadres de l'entreprise ont réaffirmé, hier, leur soutien au projet des salariés.